

## Séance 4

L'approche « religieuse » ou plus vaguement « intuitive » (séance 3) prétend qu'il y a des valeurs qui s'imposent. Mais en définitive, elle ne peut que l'affirmer. Certes, de nombreuses explications rationnelles tentent de donner sens à ces « révélations » mais le point de départ reste bien un « coup de force », un acte de foi. Le problème majeur auquel on s'expose ici est que de nombreux « prophètes » prétendent parler au nom de leur Dieu, ou au nom de l'évidence, mais pour défendre des conceptions du juste tellement opposées entre elles qu'on ne sait qui a raison. Il n'est pas impossible que l'un d'entre ces prophètes inspirés ait raison. Mais comment savoir lequel ?

C'est peut-être à cause de cette difficulté que des penseurs ont misé sur un fondement plus assuré : la raison. Ce rationalisme est souvent présenté sous le titre du « droit naturel moderne ». Comme pour la voie religieuse, on prétend qu'il y a des valeurs qui s'imposent à tous, mais non pas par révélation ou intuition, mais bien par la réflexion rationnelle.

### **Le droit naturel moderne**

La raison est donc le point de départ. Celle-ci est considérée comme la faculté la mieux partagée entre tous les hommes. Elle désigne notre capacité de comprendre et d'argumenter ou de raisonner : sur la base de principes évidents, rationnellement fondés, on déduit un ensemble de vérités indiscutables. La raison est la même chez tous, et tout qui l'utilise correctement devrait donc parvenir aux mêmes conclusions absolument certaines. On prétendra donc que cette raison non seulement énonce des vérités démontrées, mais aussi des valeurs à prétention universelle. Concrètement, pourvu que les hommes acceptent de réfléchir et de jouer le jeu de l'argumentation, ils tendront tous vers une conception universelle du bien. Selon ce courant, les droits de l'homme seraient l'expression la plus aboutie de ce bien universel conçu par la raison : n'importe qui, en effet, qui essaie de comprendre rationnellement l'existence humaine doit admettre que la torture est inacceptable, que la liberté est fondamentale, etc. Ces droits sont donc justifiés, et en leur nom, on peut juger les décisions et les actes des individus comme des communautés. Ceux qui n'y adhèrent pas se trompent, ils raisonnent mal. On compte parmi les représentants de ce courant Kant, mais aussi, plus près de nous John Rawls ou Habermas.

Cette position rencontre toutefois des limites. Tout d'abord, les penseurs du soupçon ont réussi à faire douter sérieusement de la raison. Freud (1856-1939) montre qu'elle n'est pas transparente à elle-même : ses vérités sont moins le résultat d'un raisonnement que l'expression visible d'un inconscient ignoré de la raison elle-même. Marx (1818-1883) nous enseigne que nos vérités sont des idéologies, soit l'expression non pas de la raison mais des rapports sociaux dans lesquels sont pris les acteurs, chacun s'efforçant de défendre ses intérêts sous couvert de vérité. Nietzsche (1844-1900), enfin, montre que la raison et son désir de vérité universelle ou d'un bien universel cachent en réalité une haine de la vie telle qu'elle est : une vie changeante et toujours particulière, une vie par conséquent non maîtrisable et qui, pour cette raison, effraie. Le besoin de s'accrocher à quelque chose de stable pousse l'homme à inventer des concepts généraux, universels (eux au moins ne sont pas changeants !) et à les prendre pour des vérités. De même, il se rassure en se persuadant qu'il existe un seul bien et qu'on peut le penser. Bref, ces trois auteurs donnent à penser que la raison n'est pas transparente à elle-même, elle est traversée par des motivations pas

toujours avouables qui lui échappent : ses vérités ne sont pas ce qu'elle croit et surtout, elles ne sont pas fondées rationnellement. Ce sont les pulsions, ou les intérêts ou la peur qui fondent nos prétendues vérités. Du coup, peut-on s'y fier ? Ricoeur parlera de l'homme comme un cogito blessé. L'herméneutique devient son royaume : il ne peut plus prétendre à des vérités absolues mais bien à des interprétations.

La science contemporaine, elle aussi, a ses limites. A la fin du XIXe siècle, après un âge positiviste confiant dans le progrès et persuadé que la vérité était possible, il fallut déchanter. La méthode expérimentale et mathématique a elle aussi ses limites. Il est aujourd'hui admis (cfr Popper par exemple, grand philosophe des sciences du XXe siècle), que la science ne peut prétendre, elle aussi, qu'à des interprétations (qu'on appelle des vérisimilitudes c'est-à-dire des « semblants de vérité ») qu'on dira opératoires ou conventionnelles. Nous en sommes d'ailleurs les témoins : on assiste à une succession rapide des savoirs qui remplacent les précédents ce qui présage que ceux d'aujourd'hui seront également très probablement remis tôt ou tard en question. Pour le dire autrement, on peut affirmer que si le savoir progresse, il devient en même temps de plus en plus probabiliste... ce qui signifie, moins précis. C'est tout à l'honneur du Giec de reconnaître que ses conclusions sont probables à plus de 95%. Par contre, les climatosceptiques qui prétendent détenir des certitudes pour infirmer les conclusions du Giec ne font plus de la science mais bien de l'idéologie (discours faux pour défendre des intérêts).

Enfin, il faut bien constater que, dans l'histoire occidentale de la pensée, les savants et les philosophes se réclament tous de la raison, mais aucun n'arrive à se mettre d'accord avec les autres. Bien plus, la raison a permis de défendre dans l'histoire des thèses qui, avec le recul, s'opposent radicalement : Aristote a pu, en grand philosophe qu'il fut, justifier l'esclavage tandis qu'aujourd'hui la (même) raison nous l'interdit. Les partisans de l'avortement comme ses détracteurs usent de mille arguments pour justifier leur point de vue : la raison sert toutes les causes. C'est pourquoi Luther disait que « la raison est la putain du diable ! ». En d'autres termes, la raison (philosophique ou scientifique) est elle-même historique, et ses affirmations le sont tout autant. Du coup, ne tombe-t-on pas dans un certain relativisme ?

### **Les valeurs comme préférences et démocratie radicale**

Puisque le droit naturel, ancien ou moderne, semble mal assuré, il faut bien se résoudre à constater que peut-être nos valeurs ne sont que des préférences.

Les valeurs sont ici considérées comme de simples préférences observables. On observe en effet que chaque individu a ses propres valeurs, et que les communautés, elles aussi, défendent des valeurs (à travers des mœurs ou des lois). Les sondages d'opinions s'en tiennent à ce genre de constat objectif. D'un côté, ces valeurs sont liées à la psychologie de l'individu, à son histoire, elles expriment ce qui donne du plaisir ou du déplaisir, ce qui profite à ses intérêts, etc. ; de l'autre, elles sont le résultat d'un consensus (un vote, etc.) ou des intérêts de la collectivité : est juste ce qu'une majorité décide à un moment donné en fonction de ce que sont les individus ou en fonction de leurs intérêts.

Parler en termes de « préférences », c'est faire une distinction claire entre une valeur et une vérité. Autant ce qui relève de la vérité peut se démontrer, être soit vrai, soit faux, autant ce qui

relève des valeurs (et donc des préférences) ne se démontre pas, et par conséquent n'est ni vrai ni faux. Prenons un exemple facile : on ne peut nier la chute des corps (c'est une vérité), mais a-t-on raison d'accorder plus de valeur à la musique de Beethoven qu'à celle des Beatles ? C'est une question de « préférence », et aucune démonstration ne pourra convaincre un fan des Beatles que Beethoven est préférable. Dans les débats éthiques, le constat est le même : on s'efforce de démontrer qu'on a raison de défendre pour les uns le droit à l'euthanasie ou pour les autres le respect inconditionnel de la vie mais on doit bien constater que les partisans d'une thèse ne parviendront jamais à convaincre l'autre bord car on n'est pas dans le champ de la vérité mais dans celui des préférences : préférence accordée à l'autonomie ou à la vie. Les droits de l'homme ne se démontrent pas davantage et on ne s'étonnera pas, dès lors, de constater que certaines nations n'y adhèrent pas : elles n'ont ni tort, ni raison d'ailleurs, puisqu'on n'est pas dans le registre de la vérité. C'est la même distinction qui s'impose avec les sondages : on constate qu'une majorité d'individus préfère ceci ou cela (c'est un fait ou une vérité) mais cela ne nous aide absolument pas à savoir s'ils ont raison ou tort.

Une conséquence s'ensuit : si l'on doit constater que les individus ont des préférences parfois opposées (c'est un fait observable), on ne peut les départager. Il faudrait pour y parvenir pouvoir prendre appui sur une valeur au-dessus de la mêlée c'est-à-dire sur un point de vue transcendant. Or, il n'y a que des préférences : celui qui, dans un conflit qui oppose deux camps, se risquerait à évoquer un jugement ne ferait qu'énoncer une troisième position, qui ne reflèterait, en réalité, que ses préférences personnelles, et qui ne serait en rien supérieure aux deux premières positions. Si les nazis ont estimé qu'il était « bien » d'exterminer les juifs, on ne peut faire, dans la logique des préférences que deux constats : a) pour eux, comme pour une minorité aujourd'hui ce fut un bien, et b) pour d'autres, comme pour une majorité aujourd'hui, cela fut inacceptable. Qui a raison ? Disons-nous aujourd'hui qu'au nom des droits de l'homme, ce sont les seconds qui ont raison ? Mais évoquer les droits de l'homme, c'est évoquer non une valeur transcendante qui s'imposerait à tous, mais une préférence qui n'est que l'opinion d'une majorité.

Les difficultés auxquelles se heurte cette approche sont les suivantes. Cette position défend un historicisme : les valeurs sont des préférences observées à un moment donné, et un individu comme une collectivité peuvent en changer en fonction des circonstances. Du coup, on tombe dans le relativisme : si ce qui est bien hier peut devenir mal demain (et inversement), les valeurs sont relatives à l'époque, aux circonstances,... Et du coup, si les valeurs peuvent ainsi changer, ne tombe-t-on pas dans le nihilisme : il n'y a pas de réelles valeurs puisqu'en définitive, tout s'équivaut ?

Notons enfin que cette position, qui réduit les valeurs à de simples préférences est le discours dominant dans les pays occidentaux. Il se concrétise dans ce que l'on appelle la démocratie radicale (Claude Lefort, Chantal Mouffe, Ed Delruelle, G. Hottois, etc.). Le propre d'un système démocratique est qu'il n'y a d'autre « bien » que celui qui s'impose à un moment donné, avant d'être renversé. En d'autres termes, la vie démocratique est un conflit permanent, un rapport de force permanent entre opinions opposées.

## **Conclusion**

- 1) La désobéissance prend deux sens différents. Pour les partisans du droit naturel, désobéir, c'est un état exceptionnel parfois nécessaire lorsqu'il faut défendre le juste contre l'injuste. Ici, ceux qui désobéissent ont raison, et ceux contre qui ils désobéissent ont tort. Pour la démocratie radicale, la désobéissance est un état permanent. Désobéir est l'une des stratégies qui s'impose à une minorité pour voir triompher ses opinions. Il ne s'agit pas d'avoir raison ou tort, il s'agit de s'imposer.
- 2) Quel que soit le courant auquel on se rattache, on constate qu'on ne peut donc jamais être certain de défendre ce qui est réellement juste. Comment dès lors savoir si la désobéissance est justifiée (ce qui était notre question de départ) ? Avec la démocratie radicale, la question ne se pose plus. Si l'on reste attaché au mouvement du droit naturel, on peut conclure que manifestement, celui qui veut être sûr d'être dans son droit ne le sera jamais, à moins qu'il ne s'illusionne lui-même. Il faut donc cesser de vouloir être certain : c'est la meilleure manière pour ne jamais rien faire et laisser le pire advenir. Sans doute doit-on s'imposer d'être le plus au clair possible sur ce que l'on veut défendre, pour pouvoir s'expliquer face aux autres et rendre des comptes si nécessaire. Mais en dernier ressort, il n'est pas impossible que même collectivement, l'on soit dans l'erreur. Désobéir ou refuser de désobéir, c'est donc toujours oser prendre un risque, celui de se tromper.